

Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement

Mode d'emploi simplifié

Toutes collectivités compétentes sur la délimitation des quatre zones mentionnées à l'article L2224-10 du CGCT, communément appelés zonages d'assainissement, en voie d'élaboration, mais aussi de révision ou de modification sont concernées par la présente fiche d'examen au cas par cas.

La présente fiche est à renseigner et à transmettre, avec l'ensemble des pièces demandées, à l'attention du préfet de votre département, en sa qualité d'autorité environnementale, selon les obligations faites à la personne publique responsable conformément à l'article R12218-I CE.

L'objectif de cette procédure d'examen au cas par cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan.

Les informations transmises engagent la personne publique responsable et font l'objet d'une publicité sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour plus d'explication se reporter à la note d'accompagnement.

À renseigner par la personne publique responsable

Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
Communauté de communes de Craon	M Le Président

Zonage d'assainissement des eaux usées

Zonages concernés par la présente demande	
Les zones d' assainissement collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;	Oui
Les zones relevant de l' assainissement non collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;	Oui
Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;	
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.	

Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)

La commune Pommerieux a délégué la compétence "assainissement collectif", à la communauté de communes du Pays de Craon au 1^{er} janvier 2018
La communauté de communes du Pays de Craon assure également la compétence "assainissement non collectif".

L'actualisation du zonage assainissement est engagée pour mettre en cohérence l'ensemble des documents d'urbanisme dans le cadre de l'élaboration de la carte communale.

Ainsi, le raccordement des zones d'urbanisation nouvelles sont étudiés, ainsi que le raccordement de hameaux se situant à proximité des réseaux, actuellement ou dans le futur via l'urbanisation projetée.

Caractéristiques des zonages et contexte

1. Est-ce une révision/modification de zonages d'assainissement ?

Oui

•Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ?

Dossier d'étude en SASAER 2006

•Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ? **La surface concernée par l'assainissement collectif qui est proposée est un périmètre adapté au périmètre d'urbanisation futur en cohérence avec la capacité de la station.**

carte de zonage "provisoire" en annexe

1. Quel est le territoire concerné ? (joindre une carte du périmètre)
Commune de Pommerieux

2. Le territoire est-il couvert par un ou plusieurs document(s) d'urbanisme ?
Si PLUi, préciser le contour de l'intercommunalité (ou joindre une carte) :

•Quelle est la date d'approbation du/des document(s) existant(s) ?

•Si le(s) document(s) est/sont en cours **d'élaboration / révision / modification**, quel est l'état d'avancement de la démarche ?

Projet de carte communale en cours

Carte communale

Plusieurs :
.....
.....

1. La réalisation/révision/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration/révision/modification du document d'urbanisme ?

Oui

Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, ...) :

L'expression du PADD et l'étude du règlement graphique de la carte communale, tiennent compte des questions d'assainissement dès le diagnostic préalable.

Il est aussi envisagé une mise en enquête publique conjointe de la carte et du zonage assainissement.

2. Le(s) PLUi/PLU/carte communale, en vigueur, font/ait-il(elle) ou ont/a-t-il(elle) fait l'objet d'une évaluation environnementale ?¹

Non

3. Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement², étude sur les eaux pluviales,...) ont-t-elles été, ou seront-t-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?

Non

Préciser ces études :

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

4. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs) ?

Non

¹ Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

² Attention : à ne pas confondre avec le schéma d'assainissement selon l'article L2224-8 du CGCT.

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

5. Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

- d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a t il été réalisé ?
- d'une zone conchylicole ?
- d'une zone de montagne ?
- d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?
- d'un périmètre de protection des risques d'inondations ?

Non
Non
Non
Non
Oui

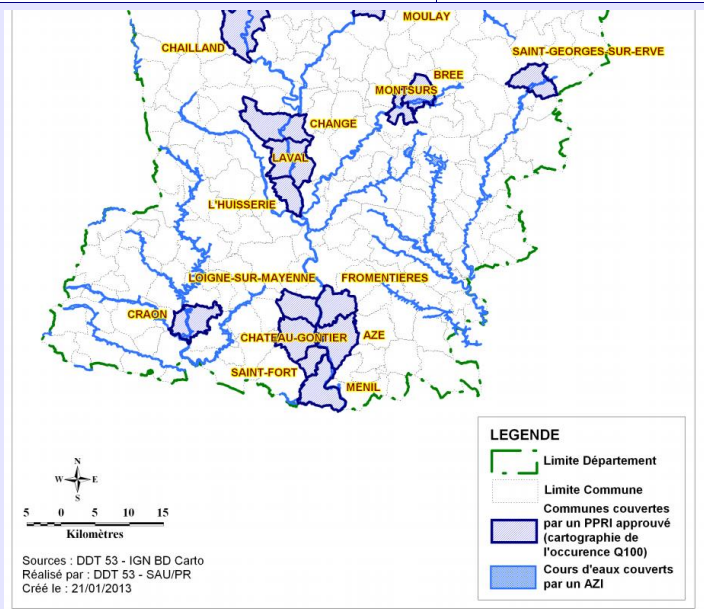
1. Le territoire dispose-t-il :

- de cours d'eau de première catégorie piscicole ?
- de réservoirs biologiques selon le SDAGE ?

Non
Non

Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)

La commune de Craon, commune limitrophe est notifiée
PPRi Oudon



dans le

Carte issue du schéma départemental de prévention des

risques
de

La commune se situant en amont, le projet de zonage Pommerieux n'aura aucun impact sur cet aléa.

1. Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité telle que :

- Natura 2000 ?
- ZNIEFF1 ?
- Zone humide ?
- Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?
- Présence connue d'espèces protégées ?
- Présence de nappe phréatique sensible ?

Non
Non
Oui-
Oui
Non
Non

Préciser lesquelles : (cartographie)

- Présence de zones humides sur le territoire d'après l'inventaire communal.
- Eléments de Trame Verte et Bleue, tels que corridors de biodiversité repérés en zone naturelle N à la carte communale

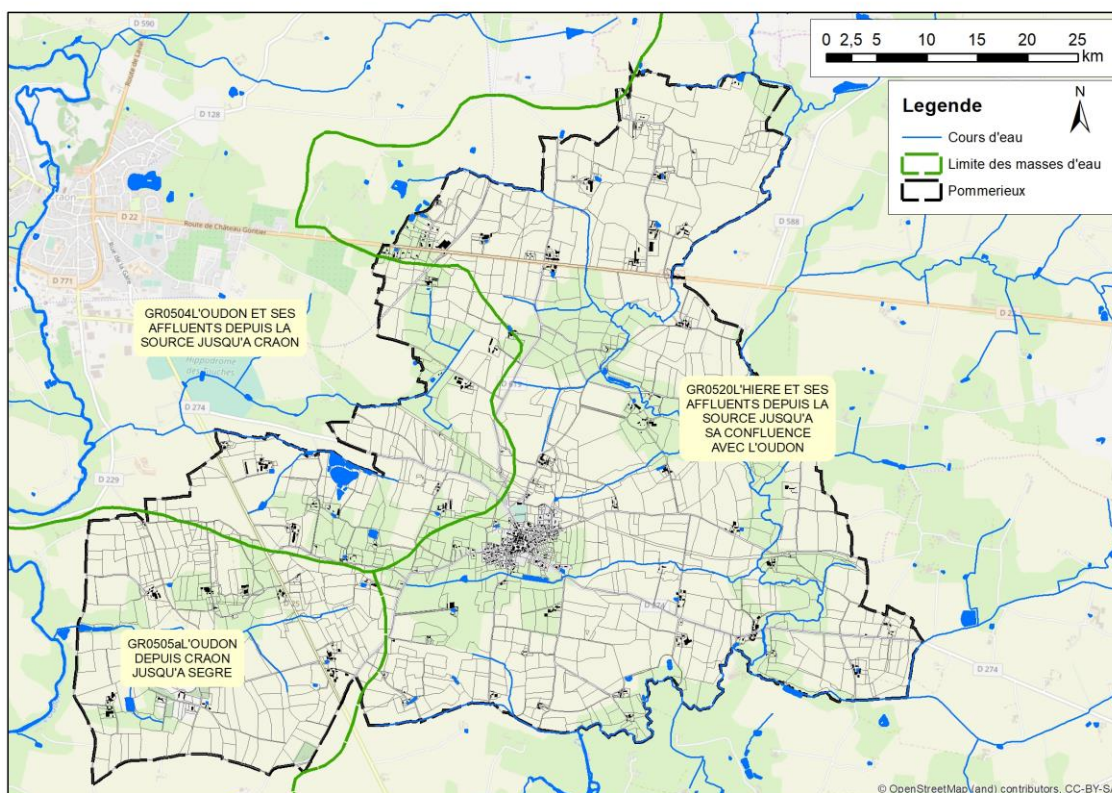
1. Quel est le niveau de qualité de l'état écologique et de l'état chimique (très bon état, bon état, moyen, médiocre, mauvais) ³ des masses d'eau réceptrices des eaux concernées par la présente demande, selon la classification du SDAGE au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)?

- Nom de la(des) Masse(s) d'eau superficielle : L'Oudon aval- FRGR.0505a (mauvais)
- Nom de la(des) Masse(s) d'eau souterraine : L'Hière- FRGR.0520 (moyen)

Si souhaité, vous pouvez préciser un niveau de qualité issu des point(s) de référence(s) nationaux connu(s), ou selon d'autres données à préciser (biblio, mesures locales)

Objectifs des cours d'eau : Bon état en 2027

Voir carte de bassin versant page suivante (l'Hière est concerné par l'assainissement collectif)



2. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur :

- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?
- Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ?
- Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ?

Oui -
Non
Oui

Préciser lesquelles :

- **SAGE Oudon**
- **Scot du Pays de Craon**

3 L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr/>

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

1. Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?

- Non

Précisez : **Les futures zones urbanisables seront développées au sein des enveloppes déjà urbanisées (enclaves laissées naturelles au cœur des zones déjà urbanisées) et dans le prolongement de l'urbanisation actuelle sur les axes des réseaux existants.**

2. Quel est le type principal des réseaux de collecte des eaux usées sur votre territoire ?

séparatif

3. Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?

En 2006 la carte réalisée notifiait principalement des zones où l'infiltration était difficile, sauf quelques secteurs comme la Chauvinière, la Tutaudière, et quelques hameaux au Sud, le Petit, la Friperie, le bois Bay.

Quoi qu'il en soit les installations faisant l'objet d'une création ou réhabilitation devront faire l'objet d'un projet justifiant l'impossibilité d'infiltration : contrôle de conception auprès du SPANC.

Oui

4. Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?

-

4 *Séparatif : un réseau d'eaux usées strictes, voire parfois complété d'un réseau d'eaux pluviales strictes*

Si vous disposez de la compétence relative à la planification et/ou gestion de l'assainissement collectif et non collectif, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Y a-t-il des adaptations de grands secteurs (ouverture à l'urbanisation, passage de l'ANC à l'AC ou inversement pour diverses raisons possibles), qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?	Non
2. Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma descriptif d'assainissement collectif des eaux usées ⁵ ?	Oui
3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés •Sont-ils en cours et dans quels délais seront-ils réalisés ? •Les non-conformités ont-elles été levées ? •Sont-elles en cours d'être levées ?	Oui (les contrôles e bon fonctionnement réalisés tous les 8 ans par le SPANC)
1. Au sein de votre PLU, imposez-vous, dans le règlement un minimum de surface parcellaire sur les zones d'assainissement non collectif ?	sans objet:
2. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage privés) selon l'article L2224-9 du CGCT ? Si oui, sont-ils sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?	Non
3. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?	Non – justification parcellaire apportée dans les études de filière
Si oui, lesquels : Rejet au milieu (fossé, ruisseau, etc.)	
4. Les stations de traitement des eaux usées (STEU) actuelle sont-elles en surcharge ⁶ ? •Par temps sec ? •Par temps de pluie ? •De façon saisonnière ?	- Non - Non

⁵ Selon le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable

⁶ référence réglementaire pour estimer la surcharge : les valeurs limites de l'arrêté du 22 juin 2007, et (parce qu'il peut être plus restrictif) les valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral propre à la station d'épuration (ou au système d'assainissement)

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
1. Avez-vous des procédures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU)?	Sans objet actuellement-
Lesquelles : Aucun poste	
2. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) <ul style="list-style-type: none"> • Par une cohérence topographique entre les zones collectées ? • Autres 	Non

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Existe-t-il des risques ou enjeux liés à : <ul style="list-style-type: none"> •des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ? •de ruissellement ? •de maîtrise de débit ? •d'imperméabilisation des sols ? 	
Lesquels :	
1. Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ?	
Lesquelles : Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?	
2. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire et des territoires limitrophes concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?	
3. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...) ?	
4. Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?	
Si oui, lesquelles ?	
5. Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion) ?	
6. Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau ⁷ ?	
1. Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales	

⁷ 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
par temps de pluie ? •Selon quelle fréquence ? •Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?	
1. Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?	
2. Avez-vous subi des •coulées de boues ? •glissements de terrain dûs à un phénomène pluvieux ? •Autres :	
1. Votre territoire fait-il parti : •d'un SAGE en déficit eau ? •d'une Zone de Répartition des Eaux ?	

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?	
2. L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution des eaux pluviale(s) ? Des prescriptions ont-elles été proposées ? Si oui, lesquelles ? Prescriptions à suivre concernant l'aménagement les futures zones de stockage (traitement qualitatif)	
3. La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Si oui lesquels et pour quel objectif ? Gestion à la parcelle et ouvrage de stockage dans le but de limiter les débits engendrés par l'imperméabilisation	
1. Les équipements prévus consommeront-ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?	

Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensés ?

La carte communale favorise les zones à urbaniser situées au cœur des enveloppes urbaines (enclaves, délaissés...) principalement en densification urbaine.

Le périmètre de zonage proposé, englobe uniquement les zones actuellement raccordées étendus aux projets d'urbanisation.

Sur le hameau de Chesnaie l'assainissement non collectif est maintenu. La carte communale a inscrit la possibilité de réaliser une maison en dent creuse.

Concernant l'assainissement collectif, les augmentations d'effluents à traiter, liées aux futurs raccordements, pourront être gérées par la station d'épuration:

- Les 29 logements sur le secteur du Bourg, et l'extension de la zone d'activités (25 Eq-hab attendus) apporteront une charge théorique 70 Eq-hab, ajouté à la charge actuelle (théorique estimée) retenue de 140 Eq-hab, (charge mesurée en 2017). La station d'épuration arrivera en théorie proche à 74 % de sa capacité nominale au terme de la carte communale. Le projet est compatible avec le dimensionnement de la station, qui assurera le traitement des eaux usées des futures zones d'habitat.
- Les autres secteurs ouverts à l'urbanisation : La Chesnaie : 1 logement et 1 zone à vocation d'activités économiques, sont des extensions d'entreprise et l'implantation d'une nouvelle entreprise, qui auront leur propre assainissement. La zone est maintenue en assainissement autonome.
- La Bergerie : ouverture à l'urbanisation pour un accueil de Loisir : zonage non collectif.

Concernant l'assainissement non collectif, le SPANC assure les contrôles des installations, sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes du Pays de Craon qui a la compétence. Elle réalise également les contrôles de conception/ réalisation et les contrôles à la vente.

Le parc est ainsi en constante amélioration.

Un programme avec l'agence de l'eau permet, sous condition, de demander une subvention pour la réhabilitation des installations (programme jusqu'en 2021).

Le zonage d'assainissement sera présenté en enquête publique conjointement à la carte communale.

Compte tenu de nos engagements dans notre programme de travaux pour améliorer le fonctionnement de notre système d'assainissement, et dans la mise en place d'équipements de suivi, nous estimons que la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale n'est pas justifiée.

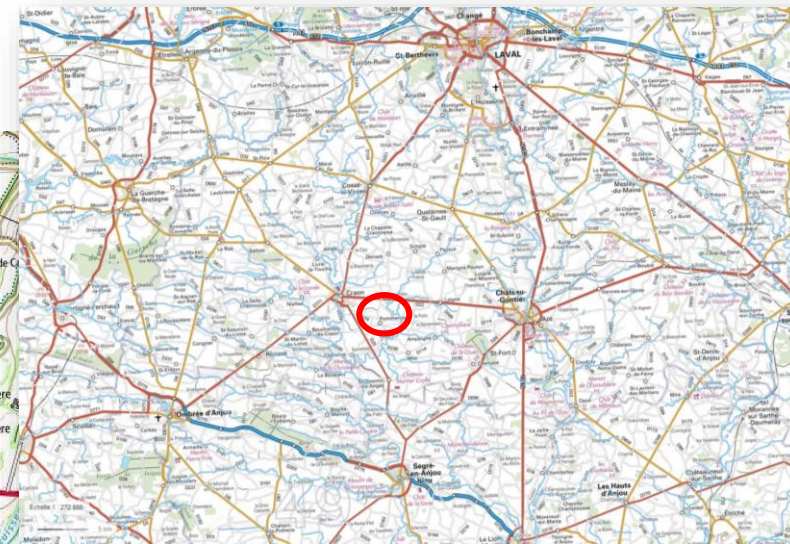
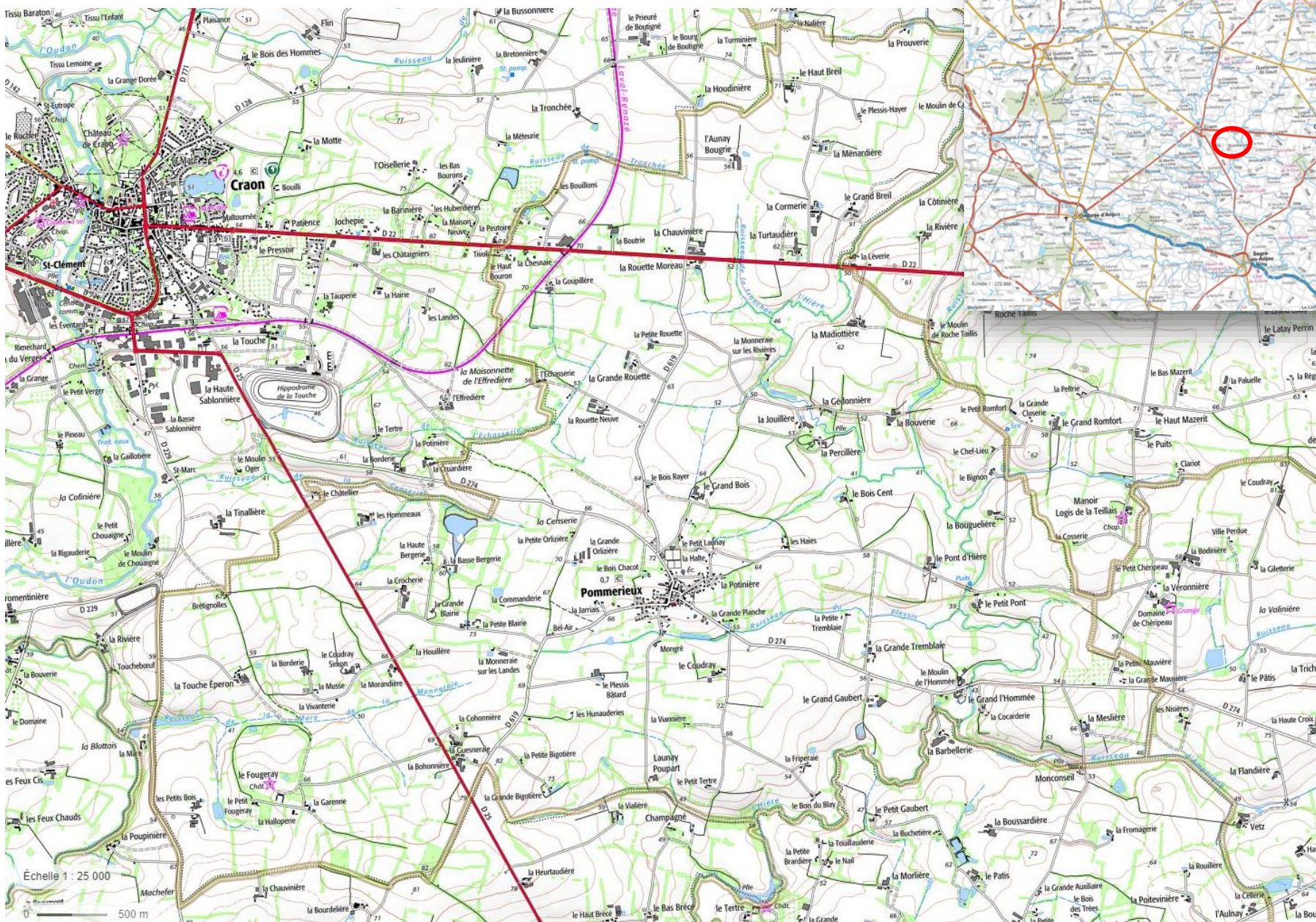
A Craon le .

Annexes

Annexe 1 : Localisation de la commune

Annexe 2 : Zonage du PLU –en cours

**Annexe 3 : Proposition de zonage d'assainissement des
eaux usées (en cours)**



Zone d'urbanisation à vocation
artisanale

Zone urbanisée à densifier dans
la carte communale

Lotissement viabilisé et
raccordé à assainissement
collectif (16 lots à pourvoir)



Localisation des secteurs d'extension à vocation d'habitat

Le Bourg



Potentiel de densification du bourg

La Chesnaie



La zone d'activités de la Chesnaie, d'intérêt communautaire et dont l'ensemble du foncier disponible appartient à la Communauté de Commune du Pays de Craon, fera également l'objet d'extensions.

Le secteur n°1 permettra de pérenniser l'activité présente à proximité (un garage automobile) en lui laissant une possibilité d'extension, notamment pour répondre à des besoins de stationnement.

Le secteur n°2 contribuera à retrouver le périmètre initial de la ZA (correspondant à l'arrêté d'autorisation de 1980 et à son extension de 1986) et permettra l'implantation de nouvelles entreprises pour pérenniser la zone d'activités sur un secteur préférentiel : la proximité immédiate du centre-ville de Craon (environ deux kilomètres) qui est défini comme pôle principal par le SCoT.

Le secteur n°3 contribuera également à retrouver le périmètre initial de la ZA de la Chesnaie et permettra de favoriser l'implantation d'une entreprise pour laquelle un porteur de projet s'est manifesté : il s'agit de l'entreprise « Négoval » (négoce de veaux), actuellement installée à POMMERIEUX au lieu-dit La Monneraie sur les Landes. Cette entreprise, installée dans une ancienne exploitation agricole, souhaite s'agrandir et se développer. Le choix d'une implantation en zone d'activités est donc préférentiel. En outre, le projet de déménagement dans la ZA de la Chesnaie est avancé puisqu'elle est en cours de constitution du dossier ICPE. Cette extension favorisera de nouveaux emplois dans une zone située à proximité de Craon (commune définie comme pôle principal par le SCoT). De plus, ce déménagement permettra d'apporter de la cohérence en relocalisant une entreprise industrielle dans une zone d'activités et permettra au site de la Monneraie sur les Landes de retrouver sa vocation agricole.

Proposition de zonage 2019

